



Pénurie de gaz et d'électricité



Situé à Noville, au bout du lac, ce puits suscite des espoirs pour l'exploitation des hydrocarbures sous le Léman. PATRICK MARTIN

L'exploitation du gaz sous le Léman refait surface

Nicolas Pinguely

Gaznat, le groupe gazier romand, envisage à nouveau d'exploiter le site vaudois prometteur de Noville. Au-delà, le GNL se profile comme une

alternative au gaz russe.

Au cœur d'une actualité très agitée. À l'occasion de l'assemblée générale de Gaznat, l'entité qui assure l'approvisionnement du gaz naturel en Suisse romande, Jean Abiteboul, président du groupe des importateurs de gaz liquéfié (GIIGNL), a fait le point sur la montée en puissance du gaz liquéfié (GNL) comme substitut au gaz na-

turel russe. «La consommation de GNL explose en Europe, et les États-Unis en sont le premier fournisseur», souligne-t-il. En parallèle, on a appris que le Léman recelait un énorme gisement de gaz.

À l'heure actuelle, le GNL représente 31% des importations de gaz sur le Vieux-Continent. Un chiffre qui devrait grimper ces prochaines années en raison de la guerre en Ukraine. Car l'une des conséquences directes du conflit est que



le robinet gazier russe se tarit progressivement. «45% des importations vers l'Union européenne provenaient de Russie», rappelle-t-il.

Dans cet environnement difficile, le gaz liquéfié prend la relève. «On observe une hausse des importations de 61% entre les premiers trimestres 2021 et 2022», relève Jean Abiteboul.

Le gaz suisse

Et si la solution venait de Suisse? Philippe Petitpierre, président de Gaznat, se livre à une petite leçon d'histoire (récente). Il rappelle que le pays pourrait être autosuffisant en gaz. Un énorme gisement se trouve sous le lac Léman et le Chablais.

En 2012, les autorisations pour faire avancer le projet ont été refusées par Berne. À l'époque, on redoutait les risques de pollution liés à son exploitation. Lui réfute que l'on parle ici d'un polluant gaz de schiste, tel celui exploité aux États-Unis. «Il faudrait juste une petite motivation hydraulique pour l'extraire», assure-t-il.

Le jeu en vaudrait la chandelle. «Il y a l'équivalent de vingt-cinq ans de consommation suisse sur le site de Noville», affirme Philippe Petitpierre. Gaznat travaille aujourd'hui à relancer le projet: «Il faudrait six à huit mois pour finir les études et deux ans pour commencer l'exploitation.»

La menace russe

Retour au GNL. En raison du soutien militaire européen à l'Ukraine, Moscou ferme ses pipelines gaziers. Les livraisons vers l'Allemagne par le biais de Nord Stream ont été réduites de 60% récemment. Une mesure qui pèse fortement sur l'approvisionnement de plusieurs pays. La Pologne, l'Italie, la France, l'Autriche, la Finlande, la Bulgarie et la Pologne sont notamment touchées.

Berlin a d'ailleurs remonté

d'un cran l'état d'alerte décrété il y a peu sur le gaz. On se trouve aujourd'hui au niveau deux, soit juste avant le dernier stade qui signifierait un rationnement.

Le GNL peut-il remplacer le gaz russe en Europe? Pas à court terme, ce qui veut dire pas avant l'hiver prochain, là où le risque de pénurie se fait de plus en plus menaçant. Cela est lié aux infrastructures nécessaires pour traiter le gaz liquéfié américain, qatari ou australien qui manquent encore en Europe. On parle ici d'usines de regazéification et de pipelines.

Le charbon revient

Pour mémoire, de nombreuses industries (verrière, ciment, etc.) et particuliers (chauffage) utilisent le gaz au quotidien. De plus, 20% de l'électricité produite en Europe est obtenue à partir de centrales à gaz. Il faut donc chercher des solutions à court terme. De l'Allemagne à l'Angleterre en passant par les Pays-Bas et la France, nombre de pays vont rouvrir des centrales thermiques au charbon, polluantes, pour sécuriser leur approvisionnement électrique.

La Suisse fait des réserves

Et la Suisse, qui importe 100% de ses besoins en gaz? Le pays fait des provisions, à l'heure où la pénurie se fait menaçante. «L'équivalent de 15% de la consommation annuelle suisse est actuellement stockée en France voisine», rappelle René Bautz, directeur général de Gaznat. Un volume qui ne pourrait en aucun cas être réquisitionné par Paris si l'Hexagone venait à manquer de gaz, en vertu du contrat signé entre les deux pays.

De plus, le Conseil fédéral veut sécuriser davantage l'approvisionnement du pays, soit 20% de consommation supplémentaire au travers d'options de livraisons. «Ce devrait être réglé ces pro-

chains jours», confie René Bautz.

Sans surprise, les prix du gaz ont pris l'ascenseur. «Ils ont été multipliés par six depuis la crise russe par rapport à début 2021, mais ils avaient déjà fortement grimpé à partir de l'automne dernier», note Jean Abiteboul.

Manque d'investissement

Au-delà de la guerre en Ukraine, le monde commencerait à prendre conscience «du manque d'investissement consenti dans le secteur gazier depuis cinq ou six ans.» Le gaz, énergie fossile émettrice de CO₂, qui n'avait plus bonne presse à l'heure du réchauffement climatique, revient au centre des radars. «Le monde redécouvre que les besoins énergétiques de base ne sont pas couverts de l'Inde à l'Afrique et qu'il faut s'attendre à une hausse de la consommation d'énergie dans le futur», prévient-il.

Pour lui, le gaz, et particulièrement le GNL facilement transportable, sera indispensable pour satisfaire la demande à venir. Bref, l'actualité gazière va rester agitée.



«Il y a l'équivalent
de vingt-cinq ans
de consommation
suisse de gaz sur
le site de Noville.»



**Philippe
Petitpierre**
Président
de Gaznat

«Les prix
du gaz ont été
multipliés par six
depuis la crise
russe par rapport
à début 2021.»



Jean Abiteboul
Président du
groupe des
importateurs
de gaz liquéfié

«L'équivalent
de 15% de la
consommation
annuelle suisse
est stockée en
France voisine.»



René Bautz
Directeur
général
de Gaznat